

E
LS

THE BRITISH LIBRARY
OF POLITICAL
AND ECONOMIC SCIENCE

The
BRITISH LIBRARY
of POLITICAL and
ECONOMIC
SCIENCE

Rerum Cognoscere Causas

BRITISH LIBRARY
OF POLITICAL AND ECONOMIC SCIENCE
(London School of Economics)

HEADING

TITLE & VOL. NO.

EDITION	CLASS MARK		
DATE OF PUBLICATION	JX		
BOOK NUMBER	1907		
	.W		
STAFF Date issued		RESEARCH STUDENTS Date due for return	

PAX INTERNATIONAL

Published by
the Womens' International League for Peace
and Freedom



International Headquarters:
12 rue du Vieux-College, Geneva

Editor: KATHLEEN E. INNES

Subscription price: 2.50 Swiss francs, \$1 or 2/6 a year — Chèques postaux: I. 1869

BRITISH LIBRARY
25 JAN 1939
OF POLITICAL AND
ECONOMIC SCIENCE

QUELQUES ASPECTS DE LA SITUATION EN FRANCE

Les Accords de Munich ont eu les conséquences que nous redoutions.

La Tchéco-Slovaquie, maintenant tributaire — économiquement aussi bien que politiquement — du Gouvernement hitlérien, est contrainte à des acceptations qui vont jusqu'à mettre en danger, non seulement les émigrés qui avaient crû y trouver un refuge sûr, mais encore ceux qui, dans les régions des Sudètes, furent, jusqu'à la dernière minute, les meilleurs défenseurs de la démocratie et de la Paix et parmi lesquels nous comptons tant de nos membres...

La France est un des pays où la répercussion des capitulations et des trahisons de Munich s'est le plus fait sentir.

Nous l'avons encore plus cruellement compris au moment de la visite à Paris de M. de Ribbentrop, alors que la menace d'une « vassalisation » morale de notre pays est clairement apparue.

N'a-t-on pas parlé, à cette occasion, d'un « accord de presse » qui, s'il avait été conclu, aurait enlevé aux adversaires des régimes totalitaires toute possibilité d'en stigmatiser publiquement les abominables excès!...

Fort heureusement, il y eut une opposition sérieuse — même au sein du Conseil des Ministres — et l'accord n'est pas... encore!... conclu.

On sait aussi que, lors des réceptions officielles, certains ministres furent écartés pour ne pas choquer les préjugés raciaux des visiteurs!...

Cela est considéré comme une honte par tous ceux — encore nombreux, heureusement, chez nous — qui restent attachés aux principes démocratiques et libéraux.

De même, des campagnes répondant aux grands mots d'ordre hitlériens: guerre aux marxistes, guerre aux juifs, guerre aux étrangers, ont été amorcées, non sans résultats. Depuis quelques semaines, cependant, une évolution se produit.

Nombreux sont, aujourd'hui, ceux qui, après avoir été illusionnés par la fausse présentation qui fut faite tout d'abord des accords de Munich, en comprennent maintenant la signification et en perçoivent les dangereuses conséquences immédiates et lointaines.

Les récentes manifestations à la Chambre italienne et les prétentions cyniquement exposées par la presse fasciste à l'égard de la Tunisie, de la Corse, voire même de provinces françaises, ont ouvert les yeux de bien des français.

Des hommes de tendance de « droite », comme Emile Buré et même Kérillis, mènent une énergique campagne contre l'asservissement de la France, des généraux s'associent aux hommes de gauche, pour entreprendre des campagnes d'opinion contre la capitulation devant les exigences mussoliniennes ou hitlériennes concernant la cession de tout territoire français ou sous la dépendance ou le protectorat de la France.

Un homme de la « droite radicale », comme Emile Buré, Directeur de journal « La République », ennemi acharné de l'U.R.S.S. reconnaît publiquement, à l'heure actuelle, la valeur du Pacte franco-soviétique, déclare, dans son journal, que les républicains espagnols ont tenu leurs engagements avec une telle loyauté qu'il convient de les aider et se prononce en faveur de l'ouverture de la frontière pyrénéenne.

On a pu voir, par les votes de la Chambre, à quel point le gouvernement actuel n'a pas le soutien non seulement de l'opinion publique mais encore des parlementaires républicains.

Le 22 Décembre, la chute du Ministère n'a été évitée que de justesse.

320 votes pour 291 votes contre. En réalité, le Ministère n'a été sauvé que par les 39 abstentions de 11 radicaux, des 9 membres du parti Social-français et de membres isolés de divers partis.

En tout autre temps, un Ministère qui se serait trouvé dans une situation analogue aurait démissionné.

Mais les Ministres actuels préfèrent, reniant les engagements pris au moment des élections de 1936, trahir le Front Populaire et chercher à reconstituer une majorité, avec l'appui des hommes de la réaction. Y parviendront-ils? Là est la question.

Un courant semble se créer pour laisser à G. Bonnet toute la responsabilité de la néfaste politique étrangère suivie par le gouvernement français.

Beaucoup, cependant, ne peuvent oublier qu'un Président du Conseil est responsable de la politique de son Cabinet.

En tous cas, il ne faut pas que les acclamations que M. Daladier vient de recueillir au cours de son voyage méditerranéen fasse croire à une réelle popularité.

Ce n'est pas M. E. Daladier qui est acclamé mais les idées françaises de liberté et de démocratie.

Les acclamations des tunisiens ont, surtout, pour signification leur volonté de ne pas échanger la tutelle française contre la tutelle d'un gouvernement fasciste.

Il convient aussi de signaler que si — gouvernementalement parlant — le Front Populaire n'existe plus grâce aux menées, sournoises ou ouvertes, des fascistes de l'intérieur et de l'extérieur, le désir d'union, l'esprit d'unité qui est la caractéristique du Front Populaire survit dans les masses populaires françaises.

Tous les démocrates et les amis de la Paix clairvoyants attendent avec anxiété l'échéance du 15 Janvier. La visite de M. Neville Chamberlain et de Lord Halifax les plongent dans l'inquiétude car ils savent, maintenant, jusqu'à quel point ceux-ci peuvent capituler devant les gouvernements totalitaires et jusqu'à quel point aussi les gouvernants français actuels leur sont, d'autre part, asservis.

Ils se réjouissent de constater que les succès excomptés des troupes franquistes ne se réalisent pas grâce à l'héroïsme des républicains espagnols mais ils sont désolés de voir au pris de quels cruels sacrifices cette résistance victorieuse est acquise alors qu'une politique de solidarité avec l'Espagne républicaine sauverait, avec celle-ci, la Démocratie et la Paix en France et permettrait une fin rapide et heureuse de cette guerre qui ne se prolonge que grâce aux interventions italo-allemandes.

G. Duchêne,

Secrétaire-Generale de la Section française.

P.S.—L'activité de la Section Française s'est beaucoup accrue pendant ces derniers mois.

Elle a constitué une Commission d'Etude et d'Information qui organise des réunions périodiques d'information sur des sujets tels que: «*La signification et les conséquences des accords de Munich*»; «*La situation espagnole*», «*Les persécutions antisémitiques*», «*La forme de pacifisme la plus efficace*», etc. . .

Tous ces thèmes qui ont été traités par des personnalités particulièrement qualifiées ont soulevé beaucoup d'intérêt et permis de toucher de nouveaux milieux.

La Section a aussi organisé, à l'occasion de sa Vente annuelle, une Exposition documentaire sur les persécutions antisémitiques.

Celle-ci a suscité tant d'intérêt qu'il est question de la recommencer, à une plus grande échelle, avec le concours de plusieurs organisations et en élargissant encore le sujet qui serait cette fois: «*Les persécutions religieuses et raciales*».

L'ACTUALITÉ A TUNIS

Le ville se pare pour fêter l'arrivée du Président Daladier sur le sol tunisien.

Il semble que la population n'ait pas grand souci du sens profond de cette visite, et ne songe qu'à l'occasion spectaculaire qu'elle représente.

Mais connue nous l'écrivait dernièrement une des femmes les mieux informées de notre Ligue: «*Ce ne sont pas toujours les gens les plus intéressés au règlement d'une question, qui voient le plus clairement les dangers et les conséquences de ce règlement*».

Et elle évoquait le sort de la Tchéco-Slovaquie que beaucoup de ses enfants ont cru jusqu'au dernier moment, protégée contre tout coup de force.

Je n'essaierai donc pas de prophétiser mais de dire seulement les diverses réactions des habitants de Tunis, en cette fin d'année.

Depuis que les députés italiens ont réclamé la Tunisie, la Corse, Nice, il y a ici un afflux considérable de reporters beaucoup d'entre eux semblent avoir, démesurément grossi l'émotion causée en ce pays. Je n'en veux pour témoignage que les lettres chaleureuses venues de nos sections les plus lointaines et reçues par nous avec une gratitude mêlée de surprise.

«*Se peut-il vraiment que l'on nous croit si menacés?* » nous disions-nous.

Car les deux ou trois manifestations qui ont marqué la violente désapprobation des Tunisiens, et des Corsés, devant les prétentions les concernant, ont eu un double caractère catégorique et ironique qu'il faut, je crois, traduire ainsi.

«*Notre volonté bien arrêtée est de ne pas devenir italiens fascistes. Si ces derniers sont capables d'en imposer aux Ethiopiens et à l'Espagne divisée, nous les connaissons trop pour qu'ils nous intimident! Ce sont des fanfarons auxquels il faut répondre comme ils le méritent, sans les prendre vraiment au sérieux*».

De là, l'incident des encriers bleus et rouges lancés par la foule sur les murs blancs du Consulat italien. Ainsi l'homme de la rue n'est pas profondément troublé dans sa quiétude quoiqu'assez indigné des prétentions fascistes.

Il se rappelle qu'en septembre dernier, les demandes de naturalisation de la part des Italiens, vivant en ce pays, sont arrivées par milliers au Consulat de France, où, d'ailleurs, elles n'ont pas été agréées.

Quant à la population musulmane (qui se tenait dans la réserve depuis l'état de siège) elle a fait preuve vis-à-vis de la France en septembre dernier, et ces jours-ci, du loyalisme le plus touchant.

Il se peut que quelques Tunisiens aspirent à l'indépendance, comme à un idéal lointain, mais il est évident que la masse, comprenant qu'il faut choisir entre deux dominations, préfère ouvertement la domination française.

Quant à l'opinion des Français de Tunisie, représentée par une presse multicolore, elle est réconciliée dans une même condamnation de l'intolérable outrecuidance fasciste. (Il n'en a pas été toujours de même lorsque cette outrecuidance fasciste il y a 18 mois alla jusqu'à assassiner par la main des cadets italiens, en pleine ville, en plein jour, un jeune anti-fasciste Micelli, et qu'elle demeura impunie).

Mais, unanime à flétrir les prétentions de Mussolini, notre press demeure divisée sur les dangers de ces prétentions et sur les moyens de les rabattre, reflétant ainsi la bataille idéologique qui se livre dans la presse du monde entier. On peut dire que sur ce terrain-là, la guerre fait rage; et c'est de là que part le danger véritable. Bien plus que de petits incidents locaux, les articles des journaux avec leurs invectives, leurs prophéties contradictoires, leurs anathèmes, risquent de mettre le feu au monde.

La visite de Daladier est attendue ici comme un grand signe de protection de la France.

Pourtant à gauche, dans les cercles où l'on réfléchit et prévoit, on redoute un nouveau Munich, celui qu'espère Mussolini.

«*Sans doute*», dit-on, «*on ne cédera pas un pouce de terrain aux Italiens; mais si l'on accorde au fascisme certains privilèges matériels et moraux, c'en est fait de l'influence de la France en ce pays. . . et que l'empire britannique preuve garde!*». Cependant, les amis de la Paix fondent un grand espoir sur l'attitude anglaise: non seulement parceque nous sommes amis et alliés, mais parceque cette fois, nos intérêts en Méditerranée se confondent.

Ou espère que l'opinion publique anglaise, tout en étant reconnaissant à Chamberlain d'avoir évité la guerre, lui a suffisamment fait sentir qu'elle n'approuvait pas les termes de cette paix, pour qu'il ne recommence pas pour la Tunisie.

De même pour Daladier et Bonnet. On rend hommage à leur souci de préserver la paix, mais on tremble que leur politique n'achète d'apparents triomphes, au prix de substantielles renonciations.

Bref, l'atmosphère internationale fiévreuse divisée, gagne en Tunisie les cercles pensants. J'ajouterai ce dernier détail pour compléter ce tableau succinct.

Un boycott spontané, non organisé, frappe le commerce italien, en ce moment. La question juive n'y est pas étrangère. Le monde des affaires compte beaucoup de juifs ici; comment ne ressentiraient-ils pas les menaces qui se précisent contre eux chez les fascistes?

Eva Fichet,
de la Section Tunisienne.

P.S. — 3rd Janvier. — La première journée de Monsieur Daladier en Tunisie prend fin.

L'accueil de la population a été enthousiaste, la radio, ni la presse ne pourront exagérer ce caractère chaleureux.

Mais les discours ne nous ont point tirés de notre perplexité sur les suites qui leur seront données. — E. F.

Our Section in Tunis

Our Section in Tunis passed the following resolution on December 12th:—

«*La Section Tunisienne de la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté ayant eu connaissance de quelques-unes des fausses nouvelles qui ont été lancées dans la presse étrangère et Métropolitaine, au sujet des manifestations sans gravité qui ont eu lieu ces derniers temps à Tunis.*

Estime qu'elle doit protester contre des informations mensongères qui développent, et entretiennent une psychose de guerre, néfaste;

Assure que ces manifestations (grâce sans doute à un service d'ordre important, mais aussi au manque d'hostilité profonde entre les divers éléments de la foule) se sont limitées à quelques bourrades isolées, et au geste symbolique de quelques manifestants excédés des bravades de l'union (organe fasciste italien).

Ils ont maculé les pierres blanches du Consulat italien d'encre bleue et d'encre rouge, avec l'intention de rappeler à certains Italiens qui l'oublent trop ici, le drapeau français.

Pour impertinent que soit le geste, il est la réponse que s'est attiré l'union par son arrogance et son bluff.

Mais ce n'est là qu'un geste impertinent, et nous sommes heureusement bien loin du sang versé dont on parle en Europe.

Notre intention n'est certes pas de fermer les yeux devant l'actualité brûlante, ni à tout ce qui peut l'aggraver soudain;

mais le mensonge nous paraissant l'essentiel de cette politique pernicieuse qui rend possible les spoliations et la guerre,

nous nous élevons avec force contre ces exagérations voulues et demandons que les pouvoirs publics de la Régence protestent contre les responsables de ces fausses nouvelles.

Il nous semble que jamais la situation internationale ne pourra se clarifier, tant que nationalement chaque gouvernement ne s'attachera pas à éveiller le sentiment de la responsabilité (par la loi en attendant que ce soit par l'éducation) chez ceux qui sont armés de ces redoutables moyens d'influencer le public: la Presse et la Radio.

La Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (section de Tunisie, qui sait exactement à quoi s'en tenir sur une situation qu'elle suit avec application) invite l'opinion à ne pas se laisser émouvoir par les récits qui lui en reviennent du dehors, grossis et déformés.

Elle rappelle la nécessité pour tous, de ne pas céder aux excitations d'agents intéressés à susciter des troubles et recommande de travailler à la Paix par une attitude également éloignée de la provocation et de la lâcheté.

FROM U.S.A.

The interest aroused by President Roosevelt's "Congress" speech, adds point to two letters, sent by our Section and by a Group in U.S.A., to the President. The paragraphs in the letter from the Section, which contain a concrete proposal, are quoted:

"Your statement quoted in the press of November 16th, expressing your amazement over the latest persecution of the helpless Jewish people in Germany, will be welcomed by all the members of this organisation. We believe that you have uttered the deep sense of grief and despair which all free Americans are feeling to-day.

"We are concerned, however, that this natural sense of outrage expressed by every type of group in the United States shall not be wasted in futile protests and developed into a psychology of hate which makes clear and constructive action impossible. . . .

"We would therefore beg you to direct the emotion which has been engendered during this past week toward constructive and helpful ends.

"Therefore, we beg you as the head of this great nation to channel this energy back to the fine and noble tradition on which our country was founded, namely, to serve as a refuge for persecuted peoples. As a practical first step, we would urge you to call a special session of the Congress at once for the purpose of widening our quotas as they apply to the victims of European pogroms. We are confident that all political parties would co-operate in this humanitarian effort. We recognise fully the difficulties which would be raised because of the labour situation in this country. Yet we are confident that all wings of the labour movement would raise no serious objections if assurances were given that the refugees would be handled as a special problem.

"We believe that the Congress would respond generously since fifty-one Senators and one hundred and ninety-four Congressmen signed a petition asking the Secretary of

State to intervene with Great Britain to keep open immigration in Palestine. Those same Congressmen would ask of the poverty-stricken Arabs what they themselves would fail to do in this, the richest country in the world. We know that kindness is the corner-stone of American character and that this quality, coupled with American ingenuity will find a way to rescue the helpless Jews now tormented by the Hitler pogroms without endangering the livelihood of American workers."

The Boston Group wrote to President Roosevelt about the Arms Traffic and the Refugee problem, as follows:—

"Those present at a meeting of members and friends of the Women's International League for Peace and Freedom on December 8, in Boston are profoundly opposed to the policy by which arms and munitions of war are freely shipped to other countries. They desire, Mr. President, respectfully to call your attention to the direct moral responsibility incurred when American supplies feed cruel fighting such as is now going on, and they beg you to use your great office to the full extent of your constitutional power to stop or discourage all such shipment.

"The Women's International League also desires to congratulate you, Mr. President, on the initiative you have taken for international action to deal with the terrible problem of our refugees and assure you of our desire to foster in this country a generous willingness both to receive and relieve the victims of political and racial prejudice."

As a comment on this, we quote from an article in *The Christian Century*.

"America has been and is, furnishing Japan with the essential raw materials of war—gasoline, scrap-iron, cotton and so forth—without which she could not have conducted a successful campaign in China. . . .

"The bombs dropped from Japanese planes, the shells hurled from Japanese artillery, the cartridges fired from Japanese rifles—all are charged with gunpowder from American cotton fields. . . . These are known and provable facts." And this is so though "the American people, in overwhelming majority, are solidly behind China in her present struggle of resistance."

But since the above was written, it is announced that the export has dropped enormously, under the influence of an appeal from Mr. Cordell Hull.

"The Aims, Methods and Activity of the League of Nations"

Revised Edition

"A new edition for 1938 of the well-known publication 'The Aims, Methods and Activity of the League of Nations' has just been published by the League Secretariat.

An important new chapter recapitulating the political questions dealt with by the League since 1920 has been added. This chapter contains brief accounts of the numerous political disputes which have come before the League, some of which are to-day forgotten, not because they did not contain the germs of serious complications but because the League, by its action, was able to contribute towards a peaceful settlement. The concluding chapter is also completely new.

The book has been prepared in an impartial spirit and is of real topical interest. No attempt has been made to conceal the crisis through which the League is now passing, but at the same time its future potentialities are brought out; that these are implicitly recognised even by its enemies is shown by the very vigour and tenacity of their attacks on it."

221 pages. Price: Two Shillings. \$0.50.

"The Economics of the Refugee Problem"*

That refugees turn out to be an asset rather than a liability for the country of immigration, is known by many of us who for years have been in daily contact with the victims of persecution in their own states, victims of red tape and bureaucracy, of ill will, jealousy and of meanness, even in those countries where great private sacrifices are being made to help them.

Material which is now being collected in various countries gives proof of this fact. Some of this material is unfortunately held back, though it contains information which would be invaluable in interviews with public officials and representatives of certain professional and industrial organisations who are always ready to throw political and psychological obstacles in the way of welcoming refugees.

Dorothy Buxton's little book is a pamphlet of 40 pages only, but it is full of facts and figures on what is certainly the most important part of the Refugee problem. The study confines itself to the economic aspects of the question and especially to those in connection with employment. But it is just this question which rises like a wall in every conversation between advocates of a generous policy towards Refugees and representatives of Governments, trade unions and professional organisations. Like the refrain in a song or the revolving of a disk which rolls off as soon as the gramophone has been set, there comes automatically: "But how can we afford to receive these people with — and then a formidable figure is launched with an equally formidable indignant facial expression—so and so many thousands of unemployed in our own country?"

This argument has nearly always a startling effect, which nobody dares to contradict. Such figures speak an eloquent language for those who are not able to realise their economic and political implications. They speak an especially eloquent language when used to hide the real motives at work in the policy of excluding aliens: nationalism, fear and dislike of foreigners, and especially of refugees.

Dorothy Buxton's pamphlet provides the very best ammunition for rejecting these sham arguments. She proves that it is a fallacy to believe that unemployment is being increased by immigration; that the infiltration of Refugees might, on the contrary, increase the mobility of British labour by increasing the demand for goods; that increased demand through newcomers' presence and efficiency may widen circles of prosperity. She compares Government statements in the beginning of the present century and those in 1938 showing that the Royal Commission on Alien Immigration of 1903 concluded that there was no proof for "any serious direct displacement of skilled English labour" and that the Home Secretary, on December 5th, 1938, stated that "whereas 11,000 refugees had been admitted in recent years, it was known that 15,000 British workers had been given direct employment by them."

A very interesting fact unmentioned in the study is the question how immigration would bear upon the problem of the decline of population in England. In view of such decline the author considers it not merely desirable but immediately urgent to admit refugees on a large scale and quotes British experts on the population problem who suggest that great and continued immigration from abroad may be one of two ways of checking the fatally rapid decline in population, which in its turn tends to increase unemployment.

Dorothy Buxton deals only with the British aspects of the problem. But people in many other countries may find very much the same position in dealing with the refugee problem. It is certainly not a typically British phenomenon either that a medical association succeeded in reducing to 50 the number of doctors from the German Reich to be admitted in England whilst the British Government was prepared to receive 500 of them!

The very great value of the booklet lies in the facts that the author deals with the question of foreign immigration on the basis of economics on which any humanitarian action ought to be based; that it is written by a woman with sound and practical knowledge of the interrelatedness of economic factors; that it is free from the many prejudices which have up to now created the hopeless entanglement of the refugee problem—a most convincing and illuminating presentation of the matter apt to reverse the whole international policy regarding refugees.

The Appendix with the list of organisations for the rescue and relief of refugees in England, will also prove to be very helpful to the reader.

G. B.

* By Dorothy Frances Buxton, with an Introduction by Sir Norman Angell. The Focus Publishing Co. Ltd., Devereux Court, Strand, London, W.C.2. Price: Three pence.